



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### Du Collectif de Soutien aux Sans-Papiers en Lutte

Vendredi 5 octobre une centaine de CRS et policiers armés et casqués ont envahi le parvis de l'église Saint-Paul pour expulser les sans-papiers réfugiés à l'église depuis près de six mois. Ils sont arrivés vers 18 heures pour exécuter le jugement d'expulsion prononcé, à peine six heures avant, à midi, au tribunal d'Evry.

Le collectif de soutien des sans-papiers en lutte dénonce ce déploiement de force disproportionné ainsi que l'usage de la violence contre des soutiens pacifiques dont deux ont du être hospitalisés pour coups et blessures. Les habitants du quartier ont été choqués de cette opération organisée en toute hâte à une heure inhabituelle qui a frisé la provocation.

Cette opération est une illustration de la politique brutale menée par le gouvernement contre les migrants. Elle est en complète contradiction avec l'attitude digne, responsable, pacifique et non-violente des sans-papiers qui n'ont eu de cesse de réclamer des négociations avec le Préfet de l'Essonne pour examiner les 506 dossiers qu'ils ont déposés auprès de la préfecture et faire valoir leurs arguments en vue de leurs régularisations.

Le collectif se félicite du soutien des élus et des organisations, syndicats, associations et partis politiques de gauche ainsi que des citoyennes et citoyens de Massy et environs. Il remercie particulièrement ceux et celles qui depuis le début de l'action et tout au long des six mois passés, ont soutenu les sans papiers en lutte à l'église Saint Paul y compris le jour de l'expulsion.

Le collectif réitère instamment sa demande au Préfet de l'Essonne d'entamer les négociations sur lesquelles il s'était engagé, avec les représentants des sans-papiers nommés par leur Assemblée Générale, en vue d'examiner les dossiers déposés ; il demande aussi que les informations maintenant détenues par la préfecture ne soient pas détournées et utilisées contre eux. Ces dossiers ont été déposés en confiance, toute expulsion serait vécue comme un déni de droit, une provocation.

Massy le 8 octobre 2007.